

COMITÉ DE VIGILANCE DES ACTIVITÉS PORTUAIRES
COMPTE-RENDU – RENCONTRE DU 16 FÉVRIER 2017

RÉDIGÉ PAR FRÉDÉRIC LEWIS, SECRÉTAIRE CVAP

Étaient présents :

M. Angenot Francis-Olivier	Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste
Mme Brodeur Caroline	Conseil régional de l'environnement — Capitale-Nationale
M. Cazalis Pierre	Comité de relations avec la communauté du Port de Québec
M. Hudon Ghislain	Représentant substitut, Conseil de quartier Vieux-Limoilou
M. Lapierre Clément	Contrôle, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques
M. Métivier Anick	Directeur, relation avec la communauté, Administration Port de Québec
M. Paradis Christian	Directeur Service de protection contre l'incendie de la Ville Québec
M. Riffon Joël	Professionnel, Direction de Santé publique
M. Samson Alain	Président du Conseil de quartier Vieux-Québec-Cap-Blanc-Colline-Parlementaire
M. Saucier Nicolas	Vice-président, Conseil de quartier Saint-Roch
Mme Smith Jacquelyn	Représentante substitut, Conseil de quartier Vieux-Limoilou
M. Vallé Jean-François	Conseil de quartier de Lairet
Mme Verreault Suzanne, Présidente	Présidente de l'arrondissement de La Cité-Limoilou, Conseillère municipale — district de Limoilou

Mme Verreault Sylvie	Division de la qualité du milieu, Ville de Québec
M. Verret Steeve	Conseiller municipal – membre du comité exécutif responsable de l’environnement
Étaient absents :	
Mme Fontaine Catherine	Secrétariat à la Capitale-Nationale
Mme Lévesque Mélanie	Administratrice, Conseil de quartier de Maizerets
ORDRE DU JOUR	
1. Mot de bienvenue et présentation des membres	10
2. Présentation de M. Christian Paradis, Directeur Service de protection contre l’incendie de la Ville de Québec.	60
3. Adoption du compte-rendu de la rencontre du 19 janvier 2017	10
4. Suivis des dossiers – 19 janvier 2017.	10
5. Suivi d’information de l’APQ.	15
6. Suivi d’information du MDDELCC	15
7. Suivi d’information DSPublique	15
8. Plan d’action	5
9. Correspondances reçues	2,5

10. Autres sujets	2,5
11. Date de la prochaine rencontre; 16 février 2017	2,5
12. Fin de la rencontre	2,5
Temps de rencontre total estimé (heure décimale)	2,5

Abréviations : VQ = Ville de Québec; SCN = Secrétariat de la Capitale nationale; MDDELCC = ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; APQ = Administration portuaire de Québec

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
1. Mot de bienvenue et présentation des membres				
	<p>La séance débute à 19 h 10</p> <p>La présidente adresse un mot de bienvenue ainsi que des remerciements à l'assemblée.</p> <p>La proposition d'ordre du jour est discutée et acceptée.</p>			
2. Présentation de M. Christian Paradis, Directeur Service de protection contre l'incendie de la Ville de Québec.				
	<p>M. Christian Paradis présente les salutations de Mme Giguère à l'assemblée. Il agit à titre de représentant du Service de protection contre l'incendie de la Ville de Québec, mais également à titre de représentant de la sécurité civile.</p> <p>L'objet de sa présentation est l'offre de service, la présentation ne pourra être diffusée sur le site Internet du CVAP.</p>			

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
	<p>Le réseau compte 16 casernes dont plusieurs sont spécialisées. Les casernes sont réparties sur le territoire, mais lors d'un événement, les 16 casernes sont à même d'intervenir sans égard à la localisation du sinistre, ce qui permet en tout temps de déployer 100 % des pompiers des 21 équipes d'interventions comportant 408 pompiers et 487 employés.</p> <p>Le SPCIQ reçoit 10 488 appels par ans. Les appels sont présentés avec une ventilation par catégorie. Les chiffres spécifiques au territoire de l'APQ ne sont pas disponibles, les chiffres présentés représentent les appels et interventions sur le territoire d'intervention du réseau des 16 casernes.</p> <p>La hiérarchie des priorités est la suivante : les vies / les biens / l'environnement.</p> <p>Les sauvetages nautiques présentent une importance particulière à Québec en raison de la forte cohabitation avec le fleuve et sa dangerosité. 3 casernes, représentant 60 pompiers, sont spécifiquement entraînées pour des interventions en eaux vives et sur glaces.</p> <p>Il y aura à compter de 2018 une équipe spécialisée en structure, à même d'évaluer le comportement des structures lors des sinistres.</p> <p>La caserne 13 (30 pompiers) est spécialisée en gestion de matières dangereuses. Seulement Montréal et Québec possèdent, au Québec, de tels niveaux d'intervention.</p> <p>Lorsque les pompiers, en collaboration avec la sécurité civile, prennent possession d'une intervention et en assument la responsabilité, tous les spécialistes deviennent leurs consultants.</p>			

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
	<p>Concernant le niveau de risque présent sur le territoire de l'APQ, une amélioration de l'alimentation en eau sur le site a été amorcée. Le SPIC a des ententes spécifiques avec des utilisateurs pour former des intervenants spécifiques (VOPAK, IMTT, Etc.)</p> <p>À 19 :34 l'assemblée entame une période de questions.</p> <p>Q : Y a-t-il un plan de gestion des risques au port et êtes-vous en mesure d'évaluer celui-ci?</p> <p>R : Il y a un tel plan. Il y a aussi une étroite collaboration pour parfaire notre connaissance des risques. Ceci suppose une connaissance fine de l'ensemble des matières transitant au port, leur transport, leur entreposage, où, quand et quelle quantité, en temps réel. Incluant les wagons.</p> <p>Nous disposons d'applications MIDI nourries par les industries sur leurs matières dangereuses.</p> <p>Le SPIC agit aussi comme consultant auprès de l'APQ pour les acquisitions en matière d'équipement. Valéro/Suncor à Montréal, ainsi que la base militaire de Valcartier, possèdent aussi des équipements (camions mousse) qui peuvent être sollicités en cas de force majeure.</p> <p>Q : Si les municipalités sont premières responsables des interventions sur leur territoire, qu'en est-il des ports et aéroports?</p> <p>R : À titre d'exemple, sur les tarmacs, l'aéroport possède ses propres pompiers, mais dans les structures et les bâtiments, c'est le SPIC qui intervient. Sur le territoire de l'APQ, le SPIC est le seul à intervenir, mais il y a aussi, dans certains cas</p>			

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
	<p>mais pas sur le site de l'APQ, des brigades incendies qui peuvent être déployées par les utilisateurs (Ex ; Valéro) ainsi que par White Birch.</p> <p>Q : Chez Valéro, est-ce que c'est Lévis ou le SPCIQ qui intervient?</p> <p>R : Lévis souhaite une entente pour la gestion de leurs risques. Il n'y en a pas pour l'instant. Cependant, à toutes les fois qu'il y a eu une demande, le SPCIQ a été en mesure de porter de l'assistance sans pour autant assumer une quelconque responsabilité.</p> <p>Q : Mme Giguère a pu vérifier et mettre à jour les plans d'interventions dans les écoles des communautés traversées par le réseau ferroviaire, mais connaissez-vous, avec les identifiants de wagons, les contenus qui circulent?</p> <p>R : Oui.</p> <p>Q : Quand la Santé publique intervient-elle?</p> <p>R : Lorsque l'environnement est stabilisé, mais elle a la possibilité de préparer ses interventions en raison de l'excellente traçabilité des matières.</p> <p>Q : Sous un scénario Beauport 2020 et une augmentation de 100 % du transport ferroviaire, le risque augmentera-t-il?</p> <p>R : Le SPIC se prépare à faire face à la situation et prend action en conséquence.</p> <p>Le représentant de l'APQ apporte un complément d'information et mentionne que le site de l'APQ est adopté comme site d'entraînement par le SPCIQ. De ce fait découle leur excellente connaissance des lieux.</p>			

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
	<p>Q : Est-ce que les compagnies ferroviaires acceptent de partager de l'information?</p> <p>R : Le SPIC atteste qu'elles acceptent de le faire.</p> <p>Q : Que faites-vous en matière de prévention?</p> <p>R : Outre les inspections en milieu résidentiel, nous avons une approche préventionniste qui évalue les niveaux de risque en milieu industriel. Il y a aussi un programme de formation continue pour les pompiers en caserne et des révisions annuelles de plans d'intervention.</p> <p>Q : Le faites vous avec le port?</p> <p>R : C'est de la prévention de faire des visites sur le site). C'est aussi de la préparation (formation et mise à niveau des équipements et installations).</p> <p>Q : Il y a combien d'interventions sur le site de l'APQ?</p> <p>R : La statistique n'est pas disponible, mais l'évènement est rare.</p> <p>Q : Qui inspecte l'état des voies ferrées?</p> <p>R (représentant de l'APQ) : L'APQ est responsable de l'inspection des voies sur leur site. Le CN est responsable de sa section. La communication n'est pas des plus claires entre les responsables du suivi des segments hors du site de l'APQ et l'APQ elle-même. Il demandera des détails. La réglementation en vigueur a récemment été haussée et le CN a dû faire des mises à jour sur le réseau.</p> <p>À 20 :17 la présidente présente ses remerciements et le représentant de l'APQ</p>			

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
	<p>rappelle aux membres que des questions spécifiques peuvent être dirigées à M. Yoss Leclerc, Vice-président et chef des opérations maritimes à l'APQ.</p> <p>Les travaux reprennent à 20 :26 après une courte pause et s'ensuit un bref échange de retours sur la présentation.</p> <p>Les membres attendaient une présentation un peu plus précise sur les interventions au Port.</p> <p>Les membres aimeraient rencontrer la personne chez transport Canada en mesure de donner des réponses concernant l'état et la mise à jour des voies ferrées puisque c'est une préoccupation des conseils de quartier et connexe au mandat du CVAP.</p> <p>Le représentant de l'APQ se propose de trouver le nom du spécialiste présent sur la question des voies ferrées lors des séances de l'ACEE sur Beauport 2020.</p> <p>Il est rappelé que le rapport de la CMQ présente des éléments sur cette question.</p> <p>Le représentant de la DSPublique mentionne qu'elle possède des plans d'intervention pour un service 24/7.</p>			
3. Adoption du compte-rendu de la rencontre du 19 janvier 2017				
20:35, le compte-rendu de janvier 2017 est accepté avec corrections.		<p>Faire les modifications</p> <p>Porter le document sur le</p>	<p>Secrétaire</p> <p>Secrétaire</p>	<p>Avant la prochaine rencontre</p> <p>Avant la</p>

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
		site Internet		prochaine rencontre
4. Suivis des dossiers – 17 novembre 2017				
	Le secrétaire présente les suivis. Tous sont relatifs à des éléments du mémoire devant être déposé à l'ACEE ou à la présentation de la séance tenante et ont été faits.			
5. Suivi d'information de l'APQ				
	<p>Le représentant de l'APQ présente les prochaines étapes à venir dans le cadre du processus d'évaluation environnementale de Beauport 2020.</p> <p>Il indique être, depuis le 6 février, en consultation avec les autochtones et envisage l'être jusqu'au 3 mars.</p> <p>Il rappelle que l'ACEE prend en considération tous les commentaires et questions pour assembler un corpus qui sera ensuite transmis, fin février, en bloc à l'APQ. Le travail de l'agence est d'extraire les questionnements et d'en enlever les éditoriaux. Les analystes de l'agence y ajoutent leurs propres considérations.</p> <p>L'APQ devra répondre aux questions et s'ensuivra un travail d'analyse de concordance par l'ACEE.</p> <p>Le rapport préliminaire préparé par l'ACEE sera soumis à une consultation en ligne pour colliger à nouveau les commentaires et questions.</p> <p>Viendra ensuite la rédaction du rapport final, des recommandations et exigences à</p>	Surveiller la mise en ligne du rapport préliminaire.	Secrétaire	En temps opportun

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
	<p>désiré; la poussière est vendue et le client ne veut pas de perte. Il est possible d'envoyer par écrit une déclaration sur l'évènement et de faire la vérification concernant l'implication de l'équipement.</p> <p>Commentaire: Il ne faudrait pas minimiser simplement parce que c'est du bois, le produit manutentionné aurait pu être nocif.</p>	par l'équipement dans l'incident		
6. Suivi d'information du MDDELCC				
	<p>Le représentant sollicite la compréhension, il n'a pas la prétention de bien connaître les activités du port. Il juge que cette situation sera corrigée au fil des réunions.</p> <p>Concernant le suivi sur les plaintes et le nickel. Il n'a reçu d'autres plaintes que celles relatives aux Granules. Une émission de poussière est un contaminant au sens de la LQE, et en ce sens il devrait y avoir, selon le MDDELCC, un signalement. Toutefois, compte tenu du contentieux, le responsable du signalement s'est dit satisfait du suivi fait par l'APQ.</p> <p>Concernant le nickel. Le graphique est à nouveau disponible et à jour en date d'octobre. Il continuera d'être mis à jour, une décision liée au contexte du projet Beauport 2020.</p> <p>Il propose d'ajouter Info air dans la liste des liens d'intérêt. http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/air/programme_surveillance/index.asp - info-air Info air présente des résultats date par date. Ce service est tarifé.</p> <p>Il propose d'ajouter dans la section du MDDELCC l'historique des tableaux s'il ne s'y</p>	<p>Mettre Info-air à la liste des liens d'intérêt.</p> <p>Transmettre un tableau au secrétaire.</p>	<p>Secrétaire</p> <p>Représentant du MDDELCC.</p>	<p>Avant la prochaine rencontre.</p> <p>Avant la prochaine rencontre.</p>

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
	<p>trouve pas. Il fera parvenir un tableur au secrétaire à cet effet.</p> <p>Le MDDELCC a transmis ses commentaires et questions à l'ACEE, regroupe tout les commentaires de tous les ministères du Québec qui sont concernés par le processus d'évaluation environnementale du projet Beauport 2020.</p> <p>Q : Puisqu'il n'y avait pas de BAPE, le MDDELCC, s'est entendu sur une participation du gouvernement du Québec auprès de l'ACEE, intégré dans la structure du comité d'experts, mais alors pourquoi dépose-t-il un mémoire?</p>	Porter le tableur au site Internet.	Secrétaire	Avant la prochaine rencontre.
7. Suivi d'information du DSPublique				
	<p>Le représentant de la DSPublique se dit très heureux que les données sur le nickel soient à nouveau disponibles sur internet et souligne la pertinence de données présentées par date, surtout si la direction du vent y est spécifiée.</p> <p>Relativement au projet « Limoilou, mon environnement, ma santé », la principale modification au projet depuis un an est l'agrandissement de la zone socio sanitaire. Elle comporte maintenant, selon l'entente financière, la Basse ville, Limoilou et Vanier. Une équipe de recherche devant entourer la coordonnatrice est en recrutement.</p> <p>Commentaire d'un représentant de conseil de quartier : Trouve que le travail de définition de la zone de l'étude n'est pas très collaboratif avec les citoyens. Dans un premier temps, il a été dit qu'elle était non définie et qu'il y aura discussion sur ce point. Ensuite, une zone stricte est définie sans qu'il y ait possibilité d'ouverture</p>			

SUJETS	PRÉCISIONS	SUIVIS	RESPONSABLE	ÉCHÉANCE
		En attente du signal de Glencore	Secrétaire	Lors d'un éventuel passage de l'Arctic.
9. Correspondance				
21 :39	Le secrétaire présente la correspondance d'une citoyenne, la met en contexte et indique qu'il n'y aura pas de suivi à faire puisque la citoyenne a obtenu les réponses désirées directement de l'équipe du DSP.			
10. Autres sujets				
	Le secrétaire peut informer la firme BPH Environnement que la présence de leur représentant est la bienvenue s'ils le souhaitent.	Informé la firme BPH.	Secrétaire.	Avant la prochaine rencontre
11. Calendrier de rencontre et Date de la prochaine rencontre				
	Le secrétaire indique que la prochaine date de rencontre régulière au calendrier est le 16 mars 2017.	Faire parvenir les rappels et invitations électroniques.	Secrétaire.	En temps opportun.
12. Fin de la rencontre				
	La rencontre est levée à 21 h 43.			